Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Nous, les Kurdes de Syrie…

Par Omar Oussi
Mondialisation.ca, 17 février 2016
Al-Fadaiya

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: SYRIE

À la question posée par un journaliste de l'AFP : « Êtes-vous prêt à accorder aux Kurdes un gouvernement régional autonome au nord de la Syrie, après la fin du conflit ? », le président Bachar al-Assad a répondu : « Cette question dépend directement de la Constitution syrienne ; laquelle, comme vous le savez, n'est pas donnée par un gouvernement, mais par toutes les composantes du peuple consultées par référendum. C'est donc une question qui doit concerner la nation et non s'adresser à un responsable syrien, qu'il s'agisse de gouvernement autonome, de fédération, de décentralisation ou autre. Tous ces sujets feront partie du dialogue politique à venir, mais je veux vous affirmer que les Kurdes font partie du tissu national syrien » [1].

Une évidence qui semble poser problème là il où reste commode d'en trouver un pour travailler à démanteler la Syrie et l'offrir, par petits bouts, à ceux qui ont déjà fait main basse *sur le Sandjak d'Alexandrette, le Golan syrien occupé, et leurs alliés d'hier et d'aujourd'hui. Mais qu'est-ce qu'un Kurde syrien ou un Syrien kurde ?*

M. Omar Oussi, membre du parlement syrien, président de l'« Initiative nationale des Kurdes syriens », membre de la délégation de la République arabe syrienne rendue à la « Réunion de Genève 3 » le 28 Janvier 2016 pour des pourparlers de paix qui n'ont pas eu lieu, répond à cette question au cours d'une émission de la télévision nationale syrienne [NdT].

Que pensez-vous des menaces d'invasion terrestre de la Syrie par la Turquie et l'Arabie saoudite ?

Je pense qu'ils cherchent une victoire, ne serait-ce que tactique, pour ensuite l'exploiter politiquement au niveau des pourparlers et conférences internationales. En tant que spécialiste des affaires turques et kurdes, je n'exclue pas une telle idiotie de la part de l'AKP [Parti turc de la justice et du développement] dans le but de faire d'une pierre deux coups :

- En finir avec les cantons d'auto-administration kurdes tels que déclarés par le Parti de l'Union démocratique Kurde [PYD : parti syrien fondé en 2003, dispose d'une branche armée connue sous le nom d' « Unités de protection du peuple » (YPG), a déclaré son administration autonome dans trois cantons séparés dans le nord et le nord-est de la Syrie en 2013, dirigé par Saleh Muslim, considéré comme terroriste par la Turquie au même titre que le PKK, (NdT)]. D'où la rage d'Erdogan devant le refus de l'administration américaine d'inscrire ce parti sur la liste des organisations terroristes, les sommant de choisir entre lui et les Kurdes [2].

- Empêcher la libération d'Alep [que les sbires d'Erdogan ont particulièrement martyrisée ; NdT], ce que le premier ministre turc David Oglou a osé camoufler en « exhortant son peuple à acquitter sa dette historique envers ses frères aleppins » [3].

À mon avis, si Erdogan persiste dans cette voie, nous risquons une guerre kurdo-turque qui ne concernera pas uniquement les régions du nord de la Syrie, mais frappera aussi les métropoles turques, étant donné la densité démographique kurde en Turquie et les cellules dormantes du PKK [Parti (turc) des travailleurs du Kurdistan] qui combattent l'État turc depuis le 15 février 1984 ; combat intensifié suite à l'arrêt du « processus de paix » entre le PKK et l'AKP d'Erdogan. […]

Quant aux Saoudiens, ils souffrent d'un complexe historique. Ils voudraient régner sur Damas ou, en tout cas, prendre leur part de pouvoir ou de territoire, en imposant des faits militaires accomplis par l'intermédiaire de DAECH. Pratiquement tous les centres de recherche font état de la coopération entre Erdogan, les Saoudiens et DAECH. Par conséquent la situation est toujours très dangereuse.

Quel a été l'impact de votre présence au sein de la délégation du gouvernement syrien aux pourparlers de Genève 3, la Turquie et l'Arabie saoudite s'étant opposées à la participation du PYD et notamment de Saleh Muslim ?

Sans parler de De Mistura qui a été surpris par la présence d'un Kurde à la droite du Dr Bachar al-Jaafari, tout autant que par la présence de quatre femmes syriennes spécialistes dans divers domaines dont le droit international, vous ne pouvez imaginer le nombre de courriers et de messages que j'ai reçus aussi bien des factions kurdes syriennes qu'irakiennes, reconnaissant que c'était là la preuve d'une ouverture indéniable de l'État syrien. Laquelle est évidente depuis la promulgation par le Président Bachar Al-Assad du décret 49 [7 avril 2011] accordant aux Kurdes étrangers la nationalité syrienne, ce que nous réclamions depuis 1962, [les sources parlent de 200 000 à 300 000 personnes ; NdT] et sa décision concernant l'enseignement de la langue et de la littérature kurdes à l'Université de Damas.

Ainsi Damas, la plus vieille ville du monde encore habitée, est aussi la première capitale du monde à délivrer une Licence en littérature et culture kurdes. D'autres grandes réalisations politiques et législatives sont en route et devront consacrer les droits des Kurdes syriens au niveau constitutionnel. […]

Au début de la crise, l'« Initiative nationale des Kurdes syriens » a été mal comprise, certaines factions kurdes nous accusant d'être des agents de l'État syrien. Soit dit en passant, nous sommes plutôt fiers d'être du côté de l'État syrien plutôt que d'être devenus des agents d'Israël, des USA et de tous les autres gouvernements ennemis de la Syrie. Sans oublier que les régions kurdes en Syrie, sont en réalité des régions de mixité arabo-kurdo-chrétienne par excellence, chacune étant une petite Syrie.

Mais aujourd'hui et au bout de ces cinq années de guerre contre la Syrie, même des opposants syriens kurdes ont fini par adopter notre point de vue. C'est pourquoi, il faut que ceux qui nous écoutent sachent que les élites kurdes ne sont pas toutes engagées dans l' « opposition » [4]. En effet, nous pouvons diviser la scène kurde syrienne en trois catégories :

- Des petits partis favorables au « Conseil national kurde » [CNK] parrainé par Massoud Barzani en Irak [5], dont un seul représentant syrien faisait partie de la délégation du « groupe de Riyad », *sélectionné par la Turquie, l'Arabie saoudite et les États ennemis,* lors des pourparlers de Genève 3.

- Le PYD, le plus important des partis syriens kurdes, écarté de Genève 3 par un veto turc, avec l'approbation des USA et des Saoudiens ; ce qui implique que nous, les Kurdes, devrions comprendre qui sont nos alliés et qui se tient derrière la tragédie humaine de notre peuple.

- Un important courant populaire regroupant 60 à 70% des Kurdes syriens présents dans toutes les régions de Syrie et qui font partie intégrante de la patrie syrienne et soutiennent son État. […]

Il est vrai que je n'ai cessé de renforcer et de plaider pour ce courant patriote devant mes collègues du parlement car, comme vous le savez, la politique aussi a horreur du vide. Autrement dit, négliger une région peut la livrer à vos adversaires. Auquel cas, comment voudriez-vous qu'en tant que Kurde syrien ou Syrien kurde, peu importe, je puisse me contenter de Darbasiyah, de Amudah, de Qamishli, de Kobané [Ayn al-Arab], de Efrin, en me coupant de Lattaquié, de Damas, d'Alep et des autres gouvernorats ?

Nous les Kurdes de Syrie, même ceux engagés dans les partis d'opposition, n'avons pas d'agenda en faveur de la partition de la Syrie. Nous n'avons pas l'intention de mettre en place une entité politique indépendante en coupant une partie de la géographie nationale syrienne [6]. La Syrie est une et indivisible. C'est une parole définitive. Même les oppositions kurdes se sont engagées à la respecter.



Pourtant, et veuillez pardonner ma franchise, certains considèrent que les Kurdes syriens jouent sur tous les tableaux à la fois dans l'unique but de créer un gouvernement autonome. En pratique, ils négocieraient ouvertement avec les USA, la Russie, la Syrie et même ceux qui soutiennent le terrorisme. Que diriez-vous à ce sujet ?

Dans son ouvrage de 1997, Jonathan Randal arrive à la conclusion que les résistants kurdes ont mené des combats héroïques et ont remporté de grandes victoires militaires qu'ils ont

finalement perdues sur les tables des négociations politiques. Dans le même ordre d'idée, je crois que la participation de certains partis kurdes à la « Coalition de Doha » [7] a nui au peuple kurde de Syrie. Et il est vrai que ces gens là ont effectivement commencé par réclamer le fédéralisme pour certaines régions de Syrie.

Je répète, à ceux qui nous écoutent, que la question kurde en Syrie est différente de celles qui se posent au Kurdistan turc, irakien et même iranien. Les régions kurdes de Syrie sont le maillon le plus faible de la « cause kurde » puisque, comme je l'ai déjà dit, ce sont des régions de mixité par excellence : un tiers de kurdes, un tiers d'arabes, un tiers de chrétiens. C'est ainsi !

Par conséquent, même si certains extrémistes kurdes voulaient établir une entité politique indépendante en territoire syrien, ils ne le pourront pas, faute d'assise populaire et géographique. Les trois cantons kurdes du nord, géoraphiquement séparés les uns des autres, sont donc la région de Qamishli [Al-Jazira], Kobané et Efrin ; alors que nous avons un million de Kurdes rien qu'à Damas et aussi dans certaines de ses banlieues malheureuses, d'où est probablement partie l'idée des trois cantons kurdes et de leur administration autonome.

Il n'empêche que cette question peut être réglée dans le cadre du décret concernant les « Administrations locales », en vigueur depuis 1972 [8] jusqu'aujourd'hui [9], par des amendements garantissant les droits des Kurdes au niveau de la future Constitution, à condition que nos frères kurdes ne touchent pas à la souveraineté et à l'unité territoriale de la Syrie, comme l'a déclaré notre géant de la diplomatie syrienne, Monsieur le Ministre Walid al-Mouallem.

Ce qui résoudrait nombre de nos problèmes et nous permettrait de continuer à vivre en harmonie avec nos frères arabes, chaldéens, assyriens, arméniens, tcherkess… ; autrement dit avec toutes les composantes du peuple syrien. Cette mixité est ce qui caractérise la Syrie. Elle a été l'oasis du « vivre ensemble » avant la naissance du Seigneur Jésus Christ. Elle l'est restée jusqu'ici et le restera.

Concernant les négociations des Kurdes avec les Américains, vous savez fort bien que les USA ont armé l'ASL et Al-Nosra, lesquels ont rejoint DAECH, pour réussir leur projet de démantèlement de la Syrie, mais qu'ils ont échoué, surtout depuis l'intervention des Russes et de leurs avions Sukhoï. Ils avaient donc besoin d'un « allié au sol », d'où le choix porté sur les Unités de protection du peuple [YPG] qui les aideraient à contrôler certaines zones géographiques syriennes et ainsi, à se confronter indirectement au camp syro-russo-iranien.

J'ai donc conseillé à mes frères dirigeants de l'YPG de « ne pas mettre leurs œufs dans le panier US ». Les USA ne donneront rien aux Kurdes. Ils les vendront à Erdogan, comme ils ont vendu le PKK et 25 millions de Kurdes, fermant les yeux sur les villes kurdes toujours bombardées par l'armée turque [10]. Ils comptent nous utiliser, nous les Kurdes, dans des opérations au sol à Raqqa ou à Jarablus avant d'inviter les sbires de Turquie à y entrer.

C'est pourquoi, je dis que la place naturelle des combattants héroïques de l'YPG, dont la résistance à Kobané fait désormais partie de la mythologie du peuple syrien, est dans le camp de la Syrie, en coopération avec les deux armées russe et syrienne, lesquelles n'ont pas été avares de leur soutien aux unités de l'YPG et à d'autres.

Une coopération qui a lieu ou qui devrait avoir lieu ?

Une coopération qui a lieu et qui me laisse espérer que nous, les Kurdes, tirerons les leçons de toutes les étapes historiques où les USA nous ont bernés. Savez-vous qu'ils sont derrière l'échec de la Révolution kurde menée par Mustapha Barzani en Irak, suite aux « Accords d'Alger de 1975 » ?

Je vais souvent à Erbil où je rends visite à Massoud Barzani, président de la région autonome du Kurdistan irakien [mais dont le mandat est périmé, NdT] et au premier ministre Netchirvan Barzani avec lequel je suis lié d'amitié. Nous nous tenons mutuellement au courant de la situation. Savez-vous que ni eux, ni le président Jalal Talabani, n'oublieront jamais le soutien des deux Assad aux Kurdes d'Irak, de Turquie et même de Syrie ?

J'ai été, pendant plusieurs années, le conseiller de *Abdullah Öcalan [le chef du PKK détenu dans l'île prison d'Imrali depuis 1999 ; NdT] et responsable du dossier kurde dans tout le Moyen-Orient. Savez-vous qu'il a été capturé au cours d'une opération menée conjointement par les services secrets turcs, américains et israéliens ? A priori, ce n'est plus un secret pour personne [11].*

Partant de là, comment pourrions-nous admettre que des opposants kurdes syriens soient inclus dans le « groupe de Riyad » ? Comment pourrions-nous accorder notre confiance aux américains ? Les USA n'ont pas d'alliés, même leurs agents sont à durée limitée. Ils ont vendu le Chah d'Iran dont tous les roitelets et émirs du Golfe baisaient la main parce qu'il était du côté d'Israël, alors que les voici qui complotent contre la Syrie et la République islamique d'Iran parce qu'elle est du côté opposé et qu'elle a transformé l'ambassade d'Israël en bureau de l'OLP. Ils ont vendu Pervez Musharraf, Hosni Moubarak, Zein el-Abidine ben Ali, et demain ils vendront les Saoudiens. [...]

Les USA ne veulent pas participer directement à un combat au sol et ne souhaitent surtout pas verser le sang de leurs soldats. Que des Turcs, des Saoudiens ou des Kurdes versent le leur, que voulez-vous que ça leur fasse ? Dans tous les cas, leur pragmatisme légendaire les aidera à se retourner contre n'importe lequel de leur allié du moment et à engranger un bénéfice à nos dépens. [...]

Ceci sans oublier que tous les blocages que nous avons constatés à Genève étaient clairement destinés à exclure non seulement les Kurdes syriens mais le peuple syrien dans son ensemble, en réservant les pourparlers au « groupe de Riyad » et aux chefs de ses factions armées. Ce qui nous fait dire pour la énième fois : pourquoi dialoguer avec eux ? Autant dialoguer avec leurs maîtres qui ne cherchent toujours qu'à les protéger de l'avancée de nos héroïques soldats, de nos Forces populaires, de nos Unités de protection du peuple, couverts par l'aviation militaire syrienne et les Sukhoï russes...

Omar Oussi

10/02/2016

Source : Al-Fadaiya, M. Oussi est interrogé par Mme Alissar Maala

https://www.youtube.com/watch?v=bj4taZ8Zcy8&feature=youtu.be

Trancription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Notes :

[1] Le président al-Assad à l'AFP / 12 février 2016

http://sana.sy/?p=335714

[2] Erdogan: Washington doit choisir entre la Turquie et les Kurdes

http://fr.sputniknews.com/international/20160207/1021546560/erdogan-demande-washington-choisir-lui-kurdes.html

[3] Le premier ministre turc promet de « défendre » Alep

http://fr.sputniknews.com/international/20160209/1021610616/turquie-alep-defense.html#ixzz3zhYtlbnx

[4] Regard syrien sur les Kurdes…

http://www.mondialisation.ca/regard-syrien-sur-les-kurdes-et-le-mouvement-du-hamas/5408379

[5] Le Conseil National Kurde

https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_national_kurde

« Fondé à Erbil (Irak) le 26 octobre 2011 sous le parrainage de Massoud Barzani, peu de temps après l'annonce de la création du Conseil national syrien (CNS). Le CNK regroupe 15 partis kurdes syriens en mai 2012. Opposé également au régime de Bachar el-Assad, il se différencie du reste de l'opposition syrienne en ce qu'il souhaite une décentralisation et lutte pour l'autonomie des Kurdes. Le CNK est par ailleurs entré en conflit avec le Parti de l'union démocratique (PYD), accusé d'être un soutien au gouvernement baasiste syrien. Le 12 juillet 2012, le Conseil national kurde et le Parti de l'union démocratique ont signé un accord d'union dans une structure commune, le Conseil suprême kurde[1]. Cependant, le PYD s'est vite trouvé en position dominante dans le Conseil suprême ; en décembre 2013-janvier 2014, le Gouvernement régional du Kurdistan irakien a même fermé brièvement la frontière entre les deux pays pour forcer le PYD à rendre une partie de ses pouvoirs au CNK[2]. »

[6] Syrie: les Kurdes n'ont pas l'intention de mettre en place une fédération autonome (représentant)

http://french.xinhuanet.com/monde/2013-11/13/c_132883417.htm

[7] la Coalition de Doha (ou plus communément : La Coalition d'Istanbul) ; [NdT].

Fondée en novembre 2012 à Doha suite à un accord entre le Conseil National Syrien [CNS : lancé le 1e octobre 2011 à Istanbul en Turquie] et d'autres forces de l'opposition, avec le soutien de la France, des États-Unis, de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie… ; son bras armé étant l'ASL [la soi-disant Armée Syrienne Libre].

Regroupe des personnalités, des partis et des représentants de factions armées.

Reconnue par plus de 120 pays lors de la prétendue « Conférence des Amis de la Syrie » à Marrakech fin 2012.

A participé aux réunions de Genève 1[juin 2012] et Genève 2 [janvier 2014]

Dirigée par Khaled Khoja d'origine turkmène, résidant en Turquie.

Nombre de ces éléments, dont les Frères musulmans, se sont retrouvés dans le « groupe de Riyad ».

Cramponnée à l'idée d'un « gouvernement transitoire qui aurait les pleins pouvoirs exécutifs », issue de Genève 1 et interprétée comme une décision internationale de destitution du président syrien.

[8] Administrations locales : décrets 24 et 29/ 1972

http://www.ambassadesyrie.fr/politique1.php

[9] La Constitution de de la République arabe syrienne, Administrations locales : articles 130 et 131 / 2012

http://sana.sy/fr/?page_id=1489

[10] Trois villes kurdes de Turquie devenues zones de guerre

http://www.liberation.fr/planete/2015/12/17/trois-villes-kurdes-de-turquie-devenues-zones-de-guerre_1421451

[11] Syrie et Öcalan : La citadelle des hommes libres !

http://www.mondialisation.ca/syrie-et-ocalan-la-citadelle-des-hommes-libres/5307889

La source originale de cet article est Al-Fadaiya
Copyright © Omar Oussi, Al-Fadaiya, 2016

Articles Par : Omar Oussi

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca